

1° toute personne qui, à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, hors les cas prévus par la loi ou sans respecter les formalités qu'elle prescrit, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, reprend de quelque manière que ce soit, détient, ou fait un usage quelconque des données visées à l'article 126;

2° celui qui, sachant que les données ont été obtenues par la commission de l'infraction visée au 1° les détient, les révèle à une autre personne, ou les divulgue ou fait un usage quelconque des données ainsi obtenues. »

CHAPITRE 3. — *Modification de l'article 90decies du Code d'instruction criminelle*

Art. 7. L'article 90decies du Code d'instruction criminelle, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par les lois du 8 avril 2002, 7 juillet 2002 et du 6 janvier 2003, est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« A ce rapport est joint le rapport dressé en application de l'article 126, § 6, alinéa 3 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Chambre des représentants.

Documents. — Projet de loi, 53-2921/001. — Amendement, 53-2921/002. Rapport, 53-2921/003. — Texte corrigé par la commission, 53-2921/004. Amendements, 53-2921/005.

Compte rendu intégral. — 16 et 17 juillet 2013.

Sénat.

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 5-2222 - N° 1. — Amendements, 5-2222 - N° 2. — Rapport, 5-2222 - N° 3. — Décision de ne pas amender, 5-2222 - N° 4.

Annales du Sénat. — 18 juillet 2013.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2013/11423]

17 AOUT 2013. — Arrêté royal relatif à la semaine de quatre jours, au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans ainsi qu'à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires pour l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public est applicable aux membres du personnel des services publics énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

Selon la circulaire n° 618 du 11 septembre 2012 relative à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'Etat, l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'Etat n'est applicable qu'aux membres du personnel des services publics énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique.

1° iedere persoon die, naar aanleiding van de uitoefening van zijn functie, buiten de gevallen die de wet bepaalt of zonder inachtneming van de vormen die zij voorschrijft, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de gegevens bedoeld in artikel 126 op enige manier overneemt, onder zich houdt, of er enig gebruik van maakt;

2° hij die, terwijl hij weet dat de gegevens bekomen zijn door het plegen van het misdrijf bedoeld in 1°, deze gegevens onder zich houdt, aan een andere persoon onthult of verspreidt, of er enig gebruik van maakt. ».

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van artikel 90decies van het Wetboek van strafvordering*

Art. 7. Artikel 90decies van het Wetboek van strafvordering, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wetten van 8 april 2002, 7 juli 2002 en 6 januari 2003, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Bij dit verslag wordt tevens het verslag gevoegd dat werd opgesteld met toepassing van artikel 126, § 6, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 juli 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

—————
Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Stukken. — Wetsontwerp, 53-2921/001. — Amendement, 53-2921/002. — Verslag, 53-2921/003. — Tekst verbeterd door de commissie, 53-2921/004. — Amendementen, 53-2921/005.

Integraal verslag. — 16 en 17 juli 2013.

Senaat.

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 5-2222 - Nr. 1. — Amendementen, 5-2222 - Nr. 2. — Verslag, 5-2222 - Nr. 3. — Beslissing om niet te amenderen, 5-2222 - Nr. 4.

Handelingen van de Senaat. — 18 juli 2013.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2013/11423]

17 AUGUSTUS 2013. — Koninklijk besluit betreffende de vierdagenweek, het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar alsook betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren voor het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector is van toepassing op de personeelsleden van de overheidsdiensten die worden opgesomd in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

Volgens de omzendbrief nr. 618 van 11 september 2012 betreffende de ouderdom voor de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstponeel van de Staat, is het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstponeel van den staat enkel van toepassing op de personeelsleden van de overheidsdiensten opgesomd in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake ambtenarenzaken.

L'Institut belge des services postaux et des télécommunications figurait dans l'énumération en question, mais l'article 440 de la loi-programme du 24 décembre 2002 a retiré l'Institut de la liste figurant à l'article 1^{er} de la loi précitée de 1993. Cette loi-programme est entrée en vigueur le 10 janvier 2003.

Depuis cette date, un vide juridique existe en ce qui concerne l'âge de retraite des membres du personnel de l'Institut.

Le présent arrêté vise donc à combler ce vide juridique avec effet rétroactif à la date où la loi de 1993 a cessé de s'appliquer à l'Institut en ce qui concerne l'arrêté royal de 1927. Il s'agit donc de faire coïncider a posteriori la situation de droit avec les situations de fait passées, à savoir la mise à la retraite à l'âge de 65 ans des agents de l'Institut.

En outre, il est concrètement impossible aux membres du personnel de l'Institut de pouvoir prétendre à des prestations réduites à partir de 50 ou 55 ans.

Il est pourtant indispensable de rendre les dispositions des articles 4 à 8 de la loi du 19 juillet 2012 et de l'arrêté royal du 12 mai 1927 applicables aux membres du personnel de l'Institut, dans un souci de cohérence globale et de non-discrimination entre les membres du personnel de l'Institut et ceux des services publics visés par l'article 1^{er} de la loi du 22 juillet 1993.

L'article 2, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 2012 permet au Roi d'étendre la liste des bénéficiaires de son régime à d'autres administrations qu'il détermine.

En outre, l'intention est de voir appliquer également à l'Institut l'arrêté royal du 20 septembre 2012 pris en exécution de la loi du 19 juillet 2012 qui fixe les modalités d'octroi des dispositions de la loi et qui ouvre en outre le droit à une semaine de quatre jours sans prime pour tout fonctionnaire qui en fait la demande.

Il a intégralement été tenu compte de l'avis du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

AVIS 53.673/2/V DU 24 JUILLET 2013 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL 'RELATIF A LA SEMAINE DE QUATRE JOURS, AU TRAVAIL A MI-TEMPS A PARTIR DE 50 OU 55 ANS AINSI QU'A L'AGE DE LA MISE A LA RETRAITE DES FONCTIONNAIRES POUR L'INSTITUT BELGE DES SERVICES POSTAUX ET DES TELECOMMUNICATIONS'

Le 8 juillet 2013, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la semaine de quatre jours, au travail à mi-temps à partir de 50 à 55 ans ainsi qu'à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires pour l'Institut belge des services postaux et des télécommunications'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 24 juillet 2013.

La chambre était composée de Yves Kreins, président de chambre, président, Jacques Vanhaeverbeek, président de chambre, Martine Baguet, conseiller d'Etat, Jacques Englebert, assesseur, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves Delval, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine Baguet.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juillet 2013.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie kwam ook voor in de opsomming in kwestie maar artikel 440 van de programmawet van 24 december 2002 heeft het Instituut uit de lijst geschrapt die was opgenomen in artikel 1 van de voormelde wet van 1993. Deze programmawet is in werking getreden op 10 januari 2003.

Sinds die datum bestaat er een juridische leemte wat betreft de pensioenleeftijd van de personeelsleden van het Instituut.

Dit besluit beoogt dus die juridische leemte op te vullen met terugwerkende kracht tot de datum waarop de wet van 1993 niet langer van toepassing was op het Instituut wat betreft het koninklijk besluit van 1927. Het is dus zaak om a posteriori de situatie in rechte af te stemmen op de feitelijke situaties uit het verleden, namelijk de oppensioenstelling op 65 jaar van de ambtenaren van het Instituut.

Bovendien is het concreet onmogelijk voor de personeelsleden van het Instituut om aanspraak te maken op verminderde prestaties vanaf 50 of 55 jaar.

Het is evenwel onontbeerlijk om de bepalingen van de artikelen 4 tot 8 van de wet van 19 juli 2012 en het koninklijk besluit van 12 mei 1927 toe te passen op de personeelsleden van het Instituut om redenen van algemene coherentie en niet-discriminatie tussen de personeelsleden van het Instituut en deze van de overheidsdiensten beoogd in artikel 1 van de wet van 22 juli 1993.

Artikel 2, tweede lid, van de wet van 19 juli 2012, machtigt de Koning om de lijst van begunstigden van zijn stelsel uit te breiden tot andere overheden die Hij aanduidt.

Bovendien is het de bedoeling om het koninklijk besluit van 20 september 2012 genomen ter uitvoering van de wet van 19 juli 2012 die de nadere bepalingen vastlegt voor toekenning van de wetsbepalingen en die bovendien het recht openstelt tot een vierdagenweek zonder premie voor elke ambtenaar die daarom verzoekt, ook op het Instituut van toepassing te maken.

Er is integraal rekening gehouden met het advies van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE

ADVIES 53.673/2/V VAN 24 JULI 2013 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'BETREFFENDE DE VIERDAGENWEEK, HET HALFTIJD WERKEN VANAF 50 OF 55 JAAR ALSOOK BETREFFENDE DE OUDERDOM VAN DE OPPENSIOENSTELLING VAN DE AMBTENAREN VOOR HET BELGISCH INSTITUUT VOOR POSTDIENSTEN EN TELECOMMUNICATIE'

Op 8 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de vierdagenweek, het haltijds werken vanaf 50 of 55 jaar alsook betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren voor het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 24 juli 2013.

De kamer was samengesteld uit Yves Kreins, kamervoorzitter, voorzitter, Jacques Vanhaeverbeek, kamervoorzitter, Martine Baguet, staatsraad, Jacques Englebert, assessor, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves Delval, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine Baguet.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juli 2013.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Observation préalable

En vertu des articles 3, § 1^{er}, alinéa 2 et 82, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation doit pouvoir pendant toute la procédure poser des questions ou entendre le fonctionnaire délégué ou le représentant du ministre, désigné dans la demande d'avis pour donner les explications utiles. En l'espèce, la demande d'avis ne désigne personne.

La section de législation n'a donc pas pu être éclairée sur les intentions de l'auteur du projet et doit, dès lors, se limiter aux considérations qui suivent.

Observation générale

Selon la note à l'Inspecteur des Finances du 10 janvier 2013 jointe à la demande d'avis, les dispositions en projet n'ont pas été insérées dans le statut administratif car un autre arrêté modificatif de ce statut était en voie d'adoption. Il semble néanmoins préférable, dans un souci de lisibilité et partant de sécurité juridique, de ne pas multiplier les textes réglementaires ayant le même objet.

Observations particulièresPréambule

1. L'article 2 du projet examiné a pour objet de rendre applicable à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, ci-après l'Institut, les articles 4 à 6, 9 et 10 de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 'portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partie de 50 ou 55 ans dans le secteur public'. Ces articles organisent une semaine de travail de quatre jours « avec et sans prime ».

Le Roi use ainsi de l'habilitation que lui confère l'article 2, alinéa 2 de la loi du 19 juillet 2012 'relative à la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partie de 50 ou 55 ans dans le secteur public'. En revanche, les articles 4 et 8 de cette même loi ne constituent nullement le fondement du projet à l'examen. Ces deux articles seront donc omis du premier visa du préambule.

En revanche, le Roi puise plus généralement le pouvoir de régler le statut administratif et pécuniaire des agents de l'Institut dans l'article 26 de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges'. Cette disposition sera utilement mentionnée, en premier visa, au préambule.

2. Les arrêtés visés aux alinéas 2 à 4 ne sont ni modifiés ni abrogés par le projet. Ces alinéas seront dès lors omis.

DispositifArticle 1^{er}

Il y a lieu de compléter, au 1^o et 4^o, les termes définis par leurs dates, car il est conseillé de mentionner dans une dénomination d'un acte sous forme abrégée la date de cet acte après l'indication de son type (1).

Articles 2 et 3

1. L'article 2 du projet à l'examen étend les articles 4 à 6 la loi 19 juillet 2012 et les articles 4 à 6 de l'arrêté royal du 20 juillet 2012 précité, c'est-à-dire le régime de la semaine de 4 jours tel que prévu par la loi et mis en œuvre par l'arrêté royal.

L'article 3 du projet fait de même en ce qui concerne le régime du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans.

Par contre, le projet ne prend aucune disposition visant à étendre le champ d'application de l'article 8 de l'arrêté précité du 20 juillet 2012 qui prévoit :

« Les membres du personnel nommés à titre définitif dans les classes A4 ou A5 ne peuvent pas se prévaloir du droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans.

Ne peuvent pas non plus invoquer le droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans, les membres du personnel nommés à titre définitif de la classe A1 ou d'une classe supérieure et qui assurent la direction d'un service extérieur.

Le président du comité de direction, le fonctionnaire dirigeant ou leur délégué, peut toutefois, dans les cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis, autoriser les membres du personnel visés aux alinéas 1^{er} et 2 qui en font la demande à bénéficier du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans ».

Voorafgaande opmerking

Krachtens de artikelen 3, § 1, tweede lid, en 82, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de afdeling Wetgeving gedurende de hele procedure aan de gemachtigde ambtenaar of de vertegenwoordiger van de minister die in de adviesaanvraag is aangewezen om de dienstige toelichtingen te verstrekken, vragen kunnen stellen of hem kunnen horen. In casu wordt in de adviesaanvraag niemand aangewezen.

De afdeling Wetgeving heeft dus geen inlichtingen kunnen inwinnen omtrent de bedoelingen van de steller van het ontwerp en moet zich dan ook bepalen tot de volgende overwegingen.

Algemene opmerking

Uit de nota aan de inspecteur van Financiën van 10 januari 2013 die bij de adviesaanvraag is gevoegd, blijkt dat de ontworpen bepalingen niet opgenomen zijn in het administratief statuut aangezien er een ander besluit tot wijziging van dat statuut voorbereid werd. Het lijkt niettemin verkieslijk om, ter wille van de leesbaarheid en dus ook van de rechtszekerheid, niet verscheidene verordeningsteksten uit te werken met hetzelfde onderwerp.

Bijzondere opmerkingenAanhef

1. Artikel 2 van het voorliggende ontwerp beoogt de artikelen 4 tot 6, 9 en 10 van het koninklijk besluit van 20 september 2012 "houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector" toepasselijk te verklaren op het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, hierna het Instituut genoemd. Die artikelen voorzien in een werkweek van vier dagen « met en zonder premie ».

De Koning maakt aldus gebruik van de machtiging die Hem wordt verleend krachtens artikel 2, tweede lid, van de wet van 19 juli 2012 "betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector". De artikelen 4 en 8 van diezelfde wet maken daarentegen geenszins de rechtsgrond uit van het voorliggende ontwerp. De vermelding van die twee artikelen in de eerste aanhefverwijzing dient dan ook te vervallen.

De Koning put zijn bevoegdheid om het administratief en geldelijk statuut van de personeelsleden van het Instituut te regelen daarentegen meer in het algemeen uit artikel 26 van de wet van 17 januari 2003 "met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector". Het verdient aanbeveling om deze bepaling als eerste aanhefverwijzing te vermelden.

2. De besluiten waarnaar verwezen wordt in het tweede en vierde lid worden noch gewijzigd, noch opgeheven door het ontwerp. Die leden dienen dan ook te vervallen.

DispositiefArtikel 1

In de onderdelen 1^o en 4^o dienen de begrippen die gedefinieerd worden, aangevuld te worden met de vermelding van de daarbij horende data, aangezien het raadzaam is om wanneer de benaming van een regelgevende tekst verkort wordt weergegeven, de datum ervan aan te geven na de vermelding van de normsoort (1).

Artikelen 2 en 3

1. Artikel 2 van het voorliggende ontwerp verruimt de artikelen 4 tot 6 van de wet van 19 juli 2012 en de artikelen 4 tot 6 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 2012 en dus de regeling betreffende de vierdaagse werkweek zoals vastgesteld in de wet en waaraan het koninklijk besluit uitvoering geeft.

Artikel 3 van het ontwerp doet hetzelfde wat betreft het stelsel van het halftijds werken vanaf de leeftijd van 50 of 55 jaar.

Het ontwerp bevat daarentegen geen enkele bepaling die ertoe strekt het toepassingsgebied uit te breiden van artikel 8 van het voornoemde besluit van 20 september 2012 dat luidt als volgt :

« De vastbenoemde personeelsleden van klasse A4 of A5 kunnen zich niet beroepen op het recht op het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar.

Kunnen zich evenmin beroepen op het recht op het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar, de vastbenoemde personeelsleden van klasse A1 of van een hogere klasse die de leiding hebben over een buitendienst.

De voorzitter van het directiecomité, de leidend ambtenaar of hun afgevaardigde kan evenwel, in de gevallen waarin de goede werking van de dienst er niet door wordt verstoord, de personeelsleden bedoeld in het eerste en het tweede lid die erom verzoeken toestaan om van het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar gebruik te maken ».

La question se pose de savoir quelle est la raison pour laquelle, étant entendu que l'exclusion des classes supérieures du bénéfice du droit au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans est tempérée par une exception possible tenant compte des « cas où le bon fonctionnement du service ne s'en trouve pas compromis », il ne s'indique pas que l'article 8 de l'arrêté royal précité du 20 septembre 2012 soit également prévu dans la liste des dispositions applicables au personnel de l'Institut. Il conviendrait que le rapport au Roi s'en explique à défaut de quoi la différence de traitement ainsi établie pourrait être considérée comme contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution.

2. Sous cette réserve, l'auteur du projet devrait également veiller à ce que le texte qui deviendra le projet examiné soit modifié, si de nouveaux articles sont insérés dans les actes auxquels il est fait référence.

Il pourrait aussi revoir les articles en projet et prévoir seulement que « La semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans prévus par la loi du 19 juillet 2012 sont rendus applicables à l'Institut ainsi que la semaine de quatre jours sans prime prévue par l'arrêté royal du 20 septembre 2012 ».

Article 4

Les mots «, qui figurent dans ces règles, » paraissent pouvoir être omis.

Article 5

1. Il ne peut être conféré d'effet rétroactif aux arrêtés que sous certaines conditions, à savoir lorsque la rétroactivité a une base légale, lorsqu'elle concerne une règle qui accorde des avantages dans le respect du principe d'égalité ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement ou la continuité des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

La rétroactivité prévue par l'article 5 ne peut se justifier que si elle s'inscrit dans une des hypothèses précitées.

2. Sous réserve de cette observation, il y a lieu de déplacer cet article à la fin du dispositif, juste avant l'article d'exécution (2).

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*,

www.raadvst-conseildetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 101.

(2) *Ibid.*, recommandation n° 157.

Le greffier,

A.-C. Van Geersdaele.

Le président,

Y. Kreins.

17 AOUT 2013. — Arrêté royal relatif à la semaine de quatre jours, au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans ainsi qu'à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires pour l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, l'article 26;

Vu la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public, l'article 2, alinéa 2;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 janvier 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 février 2013;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 27 mai 2013;

Vu le protocole de négociation du Comité de secteur VIII, conclu le 11 juin 2013;

Vu l'avis 53.673/2/V du Conseil d'Etat, donné le 24 juillet 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Gelet op het feit dat de regeling waarbij de hogere klassen zich niet kunnen beroepen op het recht om halftijds te werken vanaf de leeftijd van 50 of 55 jaar getemperd wordt door een mogelijke uitzondering waarbij rekening gehouden wordt met "de gevallen waarin de goede werking van de dienst er niet door wordt verstoord", rijst de vraag of het niet aangewezen is om artikel 8 van het voornoemde koninklijk besluit van 20 september 2012 eveneens op te nemen in de lijst van bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van het Instituut. In het verslag aan de Koning zou daarover nadere uitleg gegeven moeten worden omdat anders het aldus vastgestelde verschil in behandeling beschouwd zou kunnen worden als strijdig met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

2. Onder dat voorbehoud dient de steller van het ontwerp er eveneens op toe te zien dat de tekst die voortvloeit uit het voorliggende ontwerp gewijzigd wordt indien nieuwe artikelen ingevoegd worden in de regelgevende teksten waarnaar verwezen wordt.

Hij zou ook de ontworpen artikelen kunnen herzien en alleen het volgende bepalen: "De regeling van de vierdaagse werkweek en die van het halftijdse werken vanaf de leeftijd van 50 of 55 jaar, neergelegd in de wet van 19 juli 2012 worden toepasselijk gemaakt op het Instituut, evenals de vierdaagse werkweek zonder premie bepaald in het koninklijk besluit van 20 september 2012".

Artikel 4

De woorden "die in deze regels voorkomen" kunnen worden weggelaten.

Artikel 5

1. Het verlenen van terugwerkende kracht aan besluiten kan slechts onder bepaalde voorwaarden toelaatbaar worden geacht, met name indien daarvoor een wettelijke grondslag bestaat, de terugwerkende kracht betrekking heeft op een regeling die met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel voordelen toekent of in zoverre de terugwerkende kracht noodzakelijk is voor de goede werking of de continuïteit van de diensten en daardoor in beginsel geen verkregen situaties worden aangetast.

De terugwerkende kracht waarin artikel 5 voorziet, kan alleen gerechtvaardigd worden als ze in één van de voornoemde gevallen valt in te passen.

2. Onder voorbehoud van die opmerking behoort dat artikel verplaatst te worden naar het eind van het dispositief, net vóór de uitvoeringsbepaling (2).

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*,

www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 101.

(2) *Ibid.*, aanbeveling 157.

De griffier,

A.-C. Van Geersdaele.

De voorzitter,

Y. Kreins.

17 AUGUSTUS 2013. — Koninklijk besluit betreffende de vierdagenweek, het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar alsook betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren voor het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, artikel 26;

Gelet op de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector, artikel 2, tweede lid;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 18 januari 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 februari 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken van 27 mei 2013;

Gelet op het protocol van onderhandelingen van het Sectorcomité VIII, gesloten op 11 juni 2013;

Gelet op advies 53.673/2/V van de Raad van State, gegeven op 24 juli 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Economie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° "la loi du 19 juillet 2012" : la loi du 19 juillet 2012 relative à la semaine de quatre jours et au travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public;

2° "l'arrêté royal du 20 septembre 2012" : l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant des dispositions diverses concernant la semaine de quatre jours et le travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans dans le secteur public;

3° "l'arrêté royal du 12 mai 1927" : l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'Etat;

4° "l'arrêté ministériel du 11 septembre 2012" : l'arrêté ministériel du 11 septembre 2012 portant exécution de l'article 3 de l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'Etat;

5° "l'Institut" : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications.

Art. 2. Le régime de la semaine de quatre jours prévu aux articles 4 à 6 de la loi du 19 juillet 2012 et aux articles 4 à 6 et 8 de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 est rendu applicable à l'Institut.

Art. 3. Le régime du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans, prévu aux articles 7 et 8 de la loi du 19 juillet 2012 et aux articles 8 à 10 de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 est rendu applicable à l'Institut.

Art. 4. Pour l'application de l'arrêté royal du 20 septembre 2012, les termes mentionnés dans la colonne 1 doivent être remplacés par les termes qui sont placés en regard dans la colonne 2 :

Colonne 1	Colonne 2	Kolom 1	Kolom 2
Autorité dont il relève	Le Conseil	Overheid waaronder hij ressorteert	De Raad
Président du comité de direction, fonctionnaire dirigeant ou leur délégué	Le Conseil	Voorzitter van het directiecomité, de leidend ambtenaar of hun afgevaardigde	De Raad

Art. 5. L'arrêté royal du 12 mai 1927 est rendu applicable à l'Institut.

Art. 6. Pour l'application de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2012, les termes mentionnés dans la colonne 1 doivent être remplacés par les termes qui sont placés en regard dans la colonne 2 :

Colonne 1	Colonne 2	Kolom 1	Kolom 2
Supérieur hiérarchique immédiat	Supérieur hiérarchique	Onmiddellijke hiërarchische meerdere	Hiërarchische meerdere
Titulaire de la fonction de management ou d'encadrement la plus proche du demandeur	Le membre du Conseil ayant la direction du service concerné	Houder van de management- of staffunctie die het dichtst bij die van de aanvrager ligt	Het Raadslid dat aan het hoofd staat van de betrokken dienst
Fonctionnaire dirigeant	Le Conseil	Leidend ambtenaar	De Raad

Art. 7. L'article 5 du présent arrêté produit ses effets le 10 janvier 2003.

Art. 8. Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
J. VANDE LANOTTE

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° «de wet van 19 juli 2012»: de wet van 19 juli 2012 betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector;

2° "het koninklijk besluit van 20 september 2012" : het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende diverse bepalingen betreffende de vierdagenweek en het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar in de openbare sector;

3° "het koninklijk besluit van 12 mei 1927" : het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstpersoneel van den staat;

4° "het ministerieel besluit van 11 september 2012" : het ministerieel besluit van 11 september 2012 tot uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstpersoneel van den staat;

5° "het Instituut" : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie.

Art. 2. Het stelsel van de vierdagenweek waarin de artikelen 4 tot 6 van de wet van 19 juli 2012 en de artikelen 4 tot 6 en 8 van het koninklijk besluit van 20 september 2012 voorzien, wordt toepasselijk gemaakt op het Instituut.

Art. 3. Het stelsel van halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar, waarin de artikelen 7 en 8 van de wet van 19 juli 2012 en de artikelen 8 tot 10 van het koninklijk besluit van 20 september 2012 voorzien, wordt toepasselijk gemaakt op het Instituut.

Art. 4. Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 20 september 2012 dienen de termen vermeld in kolom 1 vervangen te worden door de termen die daartegenover worden gesteld in kolom 2 :

Art. 5. Het koninklijk besluit van 12 mei 1927 wordt toepasselijk gemaakt op het Instituut.

Art. 6. Voor de toepassing van het ministerieel besluit van 11 september 2012 dienen de termen vermeld in kolom 1 vervangen te worden door de termen die daartegenover worden gesteld in kolom 2 :

Art. 7. Artikel 5 van dit besluit wordt van kracht op 10 januari 2003.

Art. 8. De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 augustus 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
J. VANDE LANOTTE